



LE MONDE (G)
15 Rue Falsuierie
75501 PARIS cedex 15
Tel : 40.65.25.25

15 NOV 90

Nouvelle étape dans la lutte contre l'épidémie

Un numéro vert contre le sida

MM. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, et Bruno Durieux, ministre-délégué chargé de la santé, devaient faire mercredi 14 novembre une communication en conseil des ministres consacrée à la politique de lutte contre le sida. Ils devaient ensuite présenter, lors d'une conférence de presse, le bilan et les perspectives de cette politique et annoncer à cette occasion la mise en place d'un « service téléphonique permanent d'écoute et de soutien ».

On estime aujourd'hui à 15 000 le nombre de cas de sida enregistrés en France depuis le début de l'épidémie, et les diverses évaluations objectives pouvant être réalisées situent entre 100 000 et 200 000 le nombre de personnes séropositives. La classe d'âge la plus affectée est celle des 30-39 ans, suivie par celle des 20-29 ans. Si la majorité des cas concerne des personnes homosexuelles ou toxiomanes, on assiste aussi en France, comme dans la plupart des pays industrialisés, à la diffusion rapide du virus à partir de relations hétérosexuelles non protégées.

Une politique de prévention plus volontariste aurait-elle permis d'éviter la situation actuelle ? Sur ce point, les avis des spécialistes divergent. Cette politique a, pour l'essentiel, jusqu'à présent, été basée sur l'information concernant les modes de contamination, l'incitation à l'usage des préservatifs, ainsi que sur la nécessaire solidarité à l'égard des malades. C'est ainsi, rappelle-t-on auprès de M. Evin, que l'Agence française de lutte contre le sida (dotée en 1990 d'un budget de 84 millions de francs) a lancé depuis l'an dernier une série d'actions de communication (campagnes télévisées et radiophoniques, « actions de terrain », travail en collaboration avec des intervenants travaillant auprès des homosexuels, des prostituées etc.).

Il n'en est pas moins vrai qu'un

dépôt des efforts déployés, le bilan aujourd'hui est loin d'être tout-à-fait positif. Pour progresser dans ce domaine, l'Agence française de lutte contre le sida et la Fédération AIDES mettent en place à compter d'aujourd'hui le premier « numéro de téléphone national d'information, d'écoute et de soutien, gratuit et permanent » (voir encadré).

On ne cache pas d'autre part, dans l'entourage de M. Evin, une vive inquiétude devant la situation parisienne en matière de prise en charge hospitalière des séropositifs et des malades atteints de sida. « Tout se passe - explique-t-on - comme si les réseaux d'information conduisaient les malades vers les deux ou trois centres parisiens très connus dans ce domaine et qui, de fait, sont surchargés. Cette situation est d'autant plus injustifiée que de nombreux hôpitaux sont aujourd'hui à même de prendre en charge ces personnes, dans des conditions identiques, avec la même qualité de soins ».

On souligne en particulier au ministère qu'en 1989 et 1990, un milliard de francs de crédits supplémentaires et six cents postes ont été créés pour répondre à l'augmentation des besoins de prises en charge du fait de la progression du nombre des malades et de l'allongement de leur durée de vie grâce aux derniers progrès de la thérapeutique.

JEAN-YVES NAU

05-36-66-36

Ce numéro gratuit de « Sida-info-service » sera consacré aux personnes séropositives, aux malades, à leurs proches, aux soignants, ainsi qu'à toutes les personnes qui s'interrogent sur le sida.

Outre son rôle d'écoute et de soutien, ce numéro vert sera en mesure de donner, quel que soit le lieu de l'appel, une information de proximité et d'orienter vers les réseaux sanitaires, sociaux, juridiques ou associatifs de la région concernée. Les réponses seront assurées par des répondants salariés ou bénévoles ayant reçu une formation appropriée et respectant de stricts principes éthiques.